

# SENATO DELLA REPUBBLICA

— V LEGISLATURA —

(N. 1706)

## DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 29 aprile 1971  
(V. Stampato n. 2297)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri**

(MORO)

**di concerto col Ministro delle Finanze**

(BOSCO)

**e col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato**

(MAGRI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 30 aprile 1971*

Adesione alla Convenzione doganale relativa all'importazione  
temporanea di materiale scientifico, adottata a Bruxelles  
l'11 giugno 1968 e sua esecuzione

## DISEGNO DI LEGGE

### Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale scientifico, adottata a Bruxelles l'11 giugno 1968.

### Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 20 della Convenzione stessa.

ALLEGATO

**CONVENTION DOUANIERE**  
**relative à l'importation temporaire de matériel scientifique**

PREAMBULE

Les Parties Contractantes à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant que le développement de la recherche scientifique et de l'enseignement constitue un facteur déterminant de progrès économique et social,

Convaincues que l'adoption de facilités générales relatives à l'importation temporaire en franchise des droits et taxes du matériel destiné à la recherche scientifique ou à l'enseignement peut y contribuer efficacement,

Sont convenues de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITIONS

ARTICLE PREMIER.

Aux fins de la présente Convention, on entend:

(a) par « matériel scientifique »: les instruments, appareils, machines et leurs accessoires utilisés aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;

(b) par « droits et taxes à l'importation »: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(c) par « admission temporaire »: l'importation temporaire en franchise de droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(d) par « établissements agréés »: des établissements scientifiques ou d'enseignement, publics ou privés, dont l'objet est essentiellement non lucratif, qui ont été agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir le matériel scientifique en admission temporaire;

(e) par « ratification »: la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;

(f) par « Conseil »: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

## CHAPITRE II

## CHAMP D'APPLICATION

## ARTICLE 2.

Chaque Partie Contractante s'engage à accorder l'admission temporaire :

(a) au matériel scientifique destiné à être utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;

(b) aux pièces de rechange se rapportant au matériel scientifique placé en admission temporaire en vertu du paragraphe (a) ci-dessus;

(c) aux outils spécialement conçus pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation du matériel scientifique utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement.

## ARTICLE 3.

L'admission temporaire du matériel scientifique, des pièces de rechange et des outils peut être subordonnée aux conditions suivantes :

(a) qu'ils soient importés par des établissements agréés et soient utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

(b) qu'ils soient utilisés, dans le pays d'importation, à des fins non commerciales;

(c) qu'ils soient importés en nombre raisonnable compte tenu de leur destination;

(d) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur réexportation;

(e) qu'ils demeurent, pendant le séjour dans le pays d'importation, la propriété d'une personne physique domiciliée à l'étranger ou d'une personne morale ayant son siège à l'étranger.

## ARTICLE 4.

Chaque Partie Contractante peut suspendre, en totalité ou en partie, les engagements qu'elle a pris en vertu de la présente Convention lorsque des marchandises de valeur scientifique équivalente au matériel scientifique ou aux pièces de rechange dont l'admission temporaire est envisagée sont produites et disponibles dans le pays d'importation.

## CHAPITRE III

## DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

## ARTICLE 5.

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie pour le montant des droits et taxes à l'importation et à se contenter d'un engagement écrit. Ledit engagement peut être exigé soit à l'occasion de chaque importation, soit à titre général pour une période déterminée ou, le cas échéant, pour la durée de l'agrément accordé à l'établissement.

## ARTICLE 6.

1. Le matériel scientifique placé en admission temporaire doit être réexporté dans un délai de six mois à partir de la date de son importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger que le matériel soit réexporté dans un délai plus court jugé suffisant pour que l'objectif de l'importation temporaire soit atteint.

2. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

3. Lorsque tout ou partie du matériel scientifique placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

## ARTICLE 7.

La réexportation du matériel scientifique placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

## ARTICLE 8.

Le matériel scientifique placé en admission temporaire peut recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mis à la consommation intérieure sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités prévues par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

## ARTICLE 9.

En cas d'accident dûment établi, nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel scientifique gravement endommagé n'est pas exigée pourvu qu'il soit, selon la décision des autorités douanières:

(a) soumis aux droits et taxes à l'importation dus en l'espèce; ou

(b) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(c) détruit sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

## ARTICLE 10.

Les dispositions prévues à l'Article 9 ci-dessus s'appliquent également aux pièces qui ont été remplacées à la suite de la réparation du matériel scientifique ou de modifications apportées à celui-ci durant son séjour dans le territoire d'importation temporaire.

## ARTICLE 11.

Les dispositions des Articles 6 à 9 s'appliquent également aux pièces de rechange et aux outils visés à l'Article 2.

## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES

## ARTICLE 12.

1. Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

2. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement du matériel scientifique sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux d'utilisation de ce matériel.

## ARTICLE 13.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

## ARTICLE 14.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

## ARTICLE 15.

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques, ou se rapportant à la protection des brevets et marques de fabrique.

## ARTICLE 16.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne (physique ou morale) ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

## CHAPITRE V

## CLAUSES FINALES

## ARTICLE 17.

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer la interprétation et l'application uniformes.

## LEGISLATURA V - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux-tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

## ARTICLE 18.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 17 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

## ARTICLE 19.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1969 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

## ARTICLE 20.

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 19 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

## LEGISLATURA V - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## ARTICLE 21.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 20 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

## ARTICLE 22.

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 17 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil:

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé;

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(a) lorsqu'aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

## LEGISLATURA V - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

## ARTICLE 23.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 21 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

## ARTICLE 24.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

## ARTICLE 25.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO):

(a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 19 de la présente Convention;

(b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 20;

(c) les dénonciations reçues conformément à l'Article 21;

(d) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 22 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;

(e) les notifications reçues conformément à l'Article 23.



## ARTICLE 26.

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le onze juin mil neuf cent soixante-huit, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 19 de la présente Convention.

*Pour l'Afghanistan:*

*Pour l'Afrique du sud (Rép. d):*

*Pour l'Albanie:*

*Pour l'Algérie:*

*Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d):*

*Pour l'Arabie Saoudite:*

*Pour l'Argentine:*

*Pour l'Australie:*

*Pour l'Autriche:*

*Pour la Barbade:*

*Pour la Belgique:*

*Pour la Biélorussie (RSS de):*

*Pour la Birmanie:*

*Pour la Bolivie:*

*Pour le Botswana:*

*Pour le Brésil:*

*Pour la Bulgarie:*

*Pour le Burundi:*

*Pour le Cambodge:*

*Pour le Cameroun:*

*Pour le Canada:*

*Pour Ceylan:*

*Pour le Chili:*

*Pour la Chine (Rép. de):*

*Pour Chypre:*

*Pour la Colombie:*

*Pour le Congo (Brazzaville):*

*Pour le Congo (Kinshasa):*

*Pour la Corée (Rép. de):*

*Pour le Costa-Rica:*

*Pour la Côte d'Ivoire:*

*Pour Cuba:*

*Pour le Dahomey:*

*Pour le Danemark:*

*Pour l'Equateur:*

*Pour l'Espagne:*

*Pour les Etats-Unis d'Amérique:*

*Pour l'Ethiopie:*

*Pour la Finlande:*

*Pour la France:*

*Pour le Gabon:*

*Pour la Gambie:*

*Pour le Ghana:*

*Pour la Grèce:*

*Pour le Guatemala:*

*Pour la Guinée:*

*Pour la Guyane:*

*Pour Haïti:*

*Pour le Haute-Volta:*

*Pour le Honduras:*

*Pour la Hongrie:*

*Pour l'Inde:*

*Pour l'Indonésie:*

*Pour l'Iran:*

*Pour l'Irak:*

*Pour l'Irlande:*

*Pour l'Islande:*

*Pour Israel:*

*Pour l'Italie:*

*Pour la Jamaïque:*

*Pour le Japon:*

*Pour la Jordanie:*

*Pour le Kenya:*

*Pour le Koweït:*

*Pour le Laos:*

*Pour le Lesotho:*

*Pour le Liban:*

*Pour le Libéria:*

*Pour la Libye:*

*Pour le Luxembourg:*

*Pour Madagascar:*

*Pour la Malaisie:*

*Pour le Malawi:*

*Pour le Mali:*

*Pour Malte:*

*Pour le Maroc:*

*Pour la Mauritanie:*

*Pour le Mexique:*

*Pour la Mongolie:*

*Pour le Népal:*

*Pour le Nicaragua:*

*Pour le Niger:*

*Pour le Nigeria:*

*Pour la Norvège:*

*Pour la Nouvelle-Zélande:*

*Pour l'Ouganda:*

*Pour le Pakistan:*

*Pour le Panama:*

*Pour le Paraguay:*

*Pour les Pays-Bas (Royaume des):*

*Pour le Pérou:*

*Pour les Philippines:*

*Pour la Pologne:*

*Pour le Portugal:*

*Pour la République Arabe Syrienne:*

*Pour la République Arabe Unie:*

*Pour la République Centrafricaine:*

*Pour la République Dominicaine:*

*Pour la Roumanie:*

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*

*Pour le Rwanda:*

*Pour le Salvador:*

*Pour le Sénégal:*

*Pour le Sierra Leone:*

*Pour Singapour:*

*Pour la Somalie:*

*Pour le Soudan:*

*Pour la Suède:*

*Pour la Suisse:*

*Pour la Tanzanie:*

*Pour le Tchad:*

*Pour la Tchécoslovaquie:*

*Pour la Thaïlande:*

*Pour le Togo:*

*Pour la Trinité et Tobago:*

*Pour la Tunisie:*

*Pour la Turquie:*

*Pour l'Ukraine (RSS d'):*

*Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:*



*Pour l'Uruguay:*

*Pour le Venezuela:*

*Pour le Viet-Nam (Rép. du):*

*Pour le Yémen:*

*Pour le Yémen du Sud:*

*Pour la Yougoslavie:*

*Pour la Zambie:*

**TRADUZIONE NON UFFICIALE**

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE DOGANALE****sulla importazione temporanea di materiale scientifico****PREAMBOLO**

Le Parti Contraenti della presente Convenzione, elaborata sotto gli auspici del Consiglio di Cooperazione Doganale con l'ausilio dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura (UNESCO),

Considerato che lo sviluppo della ricerca scientifica e dell'insegnamento costituisce un fattore determinante di progresso economico e sociale,

Ritenendo che l'adozione di facilitazioni generali per la importazione temporanea in esenzione di diritti e tasse del materiale destinato alla ricerca scientifica o all'insegnamento possa contribuire efficacemente a tale scopo,

Hanno convenuto quanto segue:

**CAPITOLO I****DEFINIZIONI****ARTICOLO 1.**

Ai fini della presente Convenzione,

(a) per « materiale scientifico » si intendono: gli strumenti, gli apparecchi, i macchinari ed i loro accessori che vengono utilizzati ai fini della ricerca scientifica o dell'insegnamento;

(b) per « diritti e tasse di importazione » si intendono i diritti doganali e tutti gli altri tributi, tasse, o altre imposizioni che vengono riscosse all'importazione o in occasione dell'importazione di merci, eccettuate le tasse e le altre imposizioni il cui ammontare è limitato al costo approssimativo dei servizi resi;

(c) per « introduzione temporanea » si intende l'importazione temporanea in esenzione di diritti e tasse di importazione, senza proibizioni né restituzioni all'importazione a condizione di riesportazione;

(d) per « enti approvati » si intendono gli istituti scientifici od educativi pubblici o privati, il cui fine sia essenzialmente non di lucro, abilitati dalle competenti autorità del paese d'importazione a ricevere il materiale scientifico in introduzione temporanea;

(e) per « ratifica » si intende la ratifica propriamente detta, l'accettazione o l'approvazione;

(f) per « Consiglio » si intende l'organizzazione istituita dalla Convenzione per la creazione di un Consiglio di Cooperazione Doganale adottata a Bruxelles il 15 dicembre 1950.

## CAPITOLO II

## CAMPO DI APPLICAZIONE

## ARTICOLO 2.

Ogni Parte Contraente s'impegna ad accordare l'introduzione temporanea:

(a) al materiale scientifico destinato ad essere utilizzato sul proprio territorio, unicamente ai fini della ricerca scientifica o dell'insegnamento;

(b) ai pezzi di ricambio relativi al materiale scientifico di cui è concessa l'introduzione temporanea ai sensi del precedente paragrafo (a);

(c) agli strumenti concepiti specialmente per la manutenzione, il controllo, la calibratura o la riparazione del materiale scientifico utilizzato sul proprio territorio esclusivamente ai fini della ricerca scientifica o dell'insegnamento.

## ARTICOLO 3.

L'introduzione temporanea del materiale scientifico, dei pezzi di ricambio e degli strumenti può essere subordinata alle seguenti condizioni:

(a) che essi siano importati da enti autorizzati ed utilizzati sotto il controllo e la responsabilità di detti enti;

(b) che siano utilizzati, nei paesi ove sono importati, per scopi non commerciali;

(c) che siano importati in numero ragionevole, tenuto conto della loro destinazione;

(d) che siano chiaramente identificabili al momento della riesportazione;

(e) che restino durante la permanenza nel paese d'importazione, di proprietà di una persona fisica domiciliata all'estero o di una persona giuridica avente sede all'estero.

## ARTICOLO 4.

Ogni Parte Contraente può sospendere, del tutto o in parte, gli obblighi assunti in base alla presente Convenzione qualora prodotti di valore scientifico equivalente a quello del materiale scientifico o dei pezzi di ricambio la cui introduzione temporanea è concessa vengano prodotti e siano disponibili nel paese d'importazione.

## CAPITOLO III

## DISPOSIZIONI SPECIALI

## ARTICOLO 5.

Ogni Parte Contraente si impegna, ogni qualvolta lo ritenga possibile, a non esigere un deposito di garanzia per l'ammontare dei diritti e tasse di importazione e ad accontentarsi di un impegno scritto. Tale impegno potrà venir richiesto sia per ogni importazione che a titolo generale per un determinato periodo o, se del caso, per tutta la durata dell'autorizzazione accordata all'ente.

## ARTICOLO 6.

1. — Il materiale scientifico di cui è stata concessa l'introduzione temporanea dovrà essere riesportato entro sei mesi a partire dalla data di importazione. Tuttavia, le autorità doganali del paese che ha importato temporaneamente detto materiale potranno pretendere che il materiale venga riesportato entro un limite di tempo più breve ritenuto sufficiente per il raggiungimento dello scopo di detta importazione temporanea.

2. — Le autorità doganali potranno, per motivi validi, concedere un limite di tempo maggiore o prorogare il limite inizialmente concesso.

3. — Qualora tutto o una parte del materiale scientifico in importazione temporanea non possa essere riesportato in seguito a un sequestro, e tale sequestro non sia stato effettuato su richiesta di privati, l'obbligo della riesportazione sarà sospeso per tutta la durata del sequestro.

## ARTICOLO 7.

La riesportazione del materiale scientifico in importazione temporanea potrà effettuarsi attraverso una o più spedizioni, tramite qualsiasi ufficio doganale abilitato a tali operazioni anche se diverso dall'ufficio doganale d'importazione.

## ARTICOLO 8.

Il materiale scientifico in importazione temporanea potrà avere una destinazione diversa dalla riesportazione ed in particolare essere destinato al consumo interno a condizione che siano state soddisfatte le condizioni e le formalità previste dalle leggi e dai regolamenti del paese di importazione temporanea.

## ARTICOLO 9.

In caso di incidente debitamente accertato, nonostante l'obbligo della riesportazione previsto dalla presente Convenzione, la riesportazione di tutto o parte del materiale scientifico gravemente danneggiato non sarà più richiesta a condizione che esso sia, a seconda delle decisioni delle autorità doganali:

(a) soggetto a diritti e tasse di importazione dovuti nel caso specifico, o

(b) ceduto gratuitamente all'Erario del paese d'importazione temporanea, o

(c) distrutto, sotto controllo ufficiale, e senza gravami per l'Erario del paese di importazione temporanea.

## ARTICOLO 10.

Le disposizioni previste all'articolo 9 si applicheranno anche ai pezzi che sono stati sostituiti in seguito alla riparazione del materiale scientifico o alle modifiche apportate ad esso durante la sua permanenza nel territorio d'importazione temporanea.

## ARTICOLO 11.

Le disposizioni degli Articoli da 6 a 9 si applicheranno anche ai pezzi di ricambio e agli strumenti citati all'Articolo 2.

CAPITOLO IV  
DISPOSIZIONI VARIE

## ARTICOLO 12.

1. — Ogni Parte Contraente dovrà ridurre al minimo le formalità doganali relative alle facilitazioni previste dalla presente Convenzione e provvederà a pubblicare, nel più breve tempo possibile, tutte le disposizioni regolanti tali formalità.

2. — All'entrata ed all'uscita, le operazioni di controllo e di sdoganamento del materiale scientifico saranno, per quanto possibile ed opportuno, effettuate nel luogo ove il materiale dovrà essere utilizzato.

## ARTICOLO 13.

Le disposizioni della presente Convenzione contemplano il minimo delle facilitazioni e non ostacolano l'applicazione delle facilitazioni maggiori che alcune Parti Contraenti accordano o accorderanno, sia attraverso disposizioni adottate unilateralmente, che in virtù di accordi bilaterali o multilaterali.

## ARTICOLO 14.

Ai fini della presente Convenzione, i territori delle Parti Contraenti che formano una unione doganale od economica potranno essere considerati come un solo territorio.

## ARTICOLO 15

Le disposizioni della presente Convenzione non ostacoleranno l'applicazione di divieti o restrizioni contemplati dalle leggi e dai regolamenti nazionali e basati su considerazioni di carattere morale o di ordine pubblico, di pubblica sicurezza, d'igiene o sanità pubblica, o relative alla protezione dei brevetti o dei marchi di fabbrica.

## ARTICOLO 16.

Qualsiasi infrazione alle disposizioni della presente Convenzione, qualsiasi sostituzione, falsa dichiarazione o attività diretta intesa a far beneficiare indebitamente una persona (fisica o giuridica) o del materiale delle facilitazioni previste dalla presente Convenzione, rende il trasgressore, nel paese ove è stata commessa l'infrazione, passibile delle sanzioni previste dalle leggi e dai regolamenti di tale paese e, se del caso, del pagamento dei diritti e tasse esigibili all'importazione.

CAPITOLO V  
CLAUSOLE FINALI

ARTICOLO 17.

1. — Le Parti Contraenti si riuniranno, qualora sia necessario, per esaminare le condizioni nelle quali la presente Convenzione verrà applicata e, in particolare, individuare i provvedimenti adeguati ad assicurare l'uniformità della sua interpretazione ed applicazione.

2. — Tali riunioni saranno indette dal Segretario Generale del Consiglio, su richiesta di una Parte Contraente e, salvo decisione contraria delle Parti Contraenti, tali riunioni avranno luogo presso la sede del Consiglio.

3. — Le Parti Contraenti formuleranno il regolamento interno delle loro riunioni. Le decisioni delle Parti Contraenti verranno adottate a maggioranza dei due terzi dei presenti partecipanti alla votazione.

4. — Le Parti Contraenti non potranno pronunciarsi validamente su una questione se più della metà di esse non sarà presente.

ARTICOLO 18.

1. — Ogni controversia fra le Parti Contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione dovrà, per quanto possibile, essere composta mediante negoziati diretti fra le Parti.

2. — Qualsiasi controversia la cui soluzione non abbia potuto essere raggiunta attraverso negoziati diretti, verrà sottoposta, dalle Parti in causa, alle Parti Contraenti riunite secondo le modalità previste all'Articolo 17 della presente Convenzione, che esamineranno la controversia stessa e faranno le raccomandazioni del caso ai fini della soluzione.

3. — Le Parti della controversia potranno convenire preventivamente di accettare le raccomandazioni delle Parti Contraenti.

ARTICOLO 19.

1. — Ogni Stato membro del Consiglio e ogni Stato membro delle Nazioni Unite o delle sue organizzazioni specializzate potrà divenire Parte Contraente della presente Convenzione:

(a) firmandola, senza riserva di ratifica;

(b) depositando uno strumento di ratifica dopo averla firmata con riserva di ratifica; o

(c) aderendovi.

2. — La presente Convenzione resterà fino al 30 Giugno 1969, presso la sede del Consiglio a Bruxelles, aperta alla firma degli Stati citati al paragrafo 1 del presente Articolo. Dopo tale data, essa resterà aperta alla loro adesione.

3. — Ogni Stato non membro delle organizzazioni citate al paragrafo 1 del presente Articolo, che abbia ricevuto un invito a tale scopo dal Segretario Generale del Consiglio su richiesta delle Parti Contraenti, può divenire Parte Contraente della presente Convenzione aderendovi dopo la sua entrata in vigore.

4. — Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio.

## ARTICOLO 20.

1. — La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui almeno cinque degli Stati citati al paragrafo 1 dell'articolo 19 della presente Convenzione l'avranno firmata senza riserva di ratifica o avranno depositato il loro strumento di ratifica o di adesione.

2. — Per tutti gli Stati che firmino la presente Convenzione senza riserva di ratifica, che la ratifichino o vi aderiscano dopo che cinque Stati hanno firmato la Convenzione senza riserva di ratifica, o depositato il loro strumento di ratifica o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui lo Stato in questione ha firmato senza riserva di ratifica o depositato il proprio strumento di ratifica o di adesione.

## ARTICOLO 21.

1. — La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato. Tuttavia, ogni Parte Contraente la potrà denunciare in ogni momento dopo la data della sua entrata in vigore, basata sull'Articolo 20 della Convenzione stessa.

2. — La denuncia sarà notificata mediante uno strumento scritto depositato presso il Segretario Generale del Consiglio.

3. — La denuncia avrà efficacia sei mesi dopo che lo strumento di denuncia sarà stato ricevuto dal Segretario Generale del Consiglio.

## ARTICOLO 22.

1. — Le Parti Contraenti, riunite secondo le condizioni previste all'articolo 17 summenzionato, potranno proporre degli emendamenti alla presente Convenzione.

2. — Il testo di ogni emendamento così proposto sarà comunicato dal Segretario Generale del Consiglio a tutte le Parti contraenti, a tutti gli altri Stati firmatari, al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e al Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura (UNESCO).

3. — Entro un termine di sei mesi a partire dalla data della comunicazione relativa all'emendamento proposto, ogni Parte Contraente potrà segnalare al Segretario Generale del Consiglio:

(a) sia eventuali obiezioni all'emendamento proposto;

(b) sia che, nonostante l'intenzione di accettare l'emendamento proposto, le condizioni indispensabili per tale accettazione non sono ancora soddisfatte nel paese di cui si tratta.

4. — Fintanto che una Parte Contraente che abbia inviato la comunicazione prevista al precedente paragrafo 3 (b) del presente Articolo, non avrà notificato al Segretario Generale la propria accettazione, essa potrà entro nove mesi a partire dalla scadenza del termine di sei mesi previsto al paragrafo 3 del presente Articolo, presentare una obiezione all'emendamento proposto.

5. — Qualora una obiezione all'emendamento proposto venga formulata alle condizioni previste dai paragrafi 3 e 4 del presente Articolo, l'emendamento sarà ritenuto come non accettato e resterà privo di efficacia.

## LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

6. — Qualora non venga formulata nessuna obiezione all'emendamento proposto secondo le condizioni previste ai paragrafi 3 e 4 del presente Articolo, l'emendamento sarà ritenuto accettato alla data seguente:

(a) nel caso che nessuna Parte Contraente abbia inviato alcuna comunicazione ai sensi del paragrafo 3 (b) del presente Articolo, alla scadenza del periodo di sei mesi citato al paragrafo 3;

(b) nel caso che una o più Parti Contraenti abbiano inviato una comunicazione ai sensi del paragrafo 3 (b) del presente Articolo, alla più vicina delle due date seguenti:

(i) data in cui tutte le Parti Contraenti che abbiano inviato tale comunicazione avranno notificato al Segretario Generale del Consiglio la loro accettazione dell'emendamento proposto; tale data dovrà tuttavia riportarsi alla scadenza del periodo di sei mesi considerato al paragrafo 3 del presente Articolo se tutte le accettazioni saranno state notificate prima di tale scadenza;

(ii) la data di scadenza del periodo di nove mesi citato al paragrafo 4 del presente Articolo.

7. — Ogni emendamento considerato accettato entrerà in vigore sei mesi dopo la data in cui verrà considerato accettato.

8. — Il Segretario Generale del Consiglio notificherà, nel più breve tempo possibile, a tutte le Parti Contraenti ed agli altri Stati firmatari, tutte le obiezioni formulate in conformità del paragrafo 3 (a) del presente Articolo, nonché tutte le comunicazioni inviate in base al paragrafo 3 (b) del presente Articolo. Egli segnalerà inoltre a tutte le Parti Contraenti e agli altri Stati firmatari se la o le Parti Contraenti che avranno inviato tale comunicazione sollevano obiezioni all'emendamento proposto o lo accettano.

9. — Si riterrà che ogni Stato che ratifichi la presente Convenzione o vi aderisca, abbia accettato gli emendamenti entrati in vigore alla data del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

## ARTICOLO 23.

1. — Ogni Stato potrà, all'atto della firma senza riserva di ratifica, o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, o in qualsiasi altra data successiva, notificare al Segretario Generale del Consiglio che l'applicazione della presente Convenzione verrà estesa a tutti o ad alcuni dei territori delle cui relazioni internazionali esso sia responsabile o assuma la responsabilità. Tale notifica avrà efficacia tre mesi dopo la data in cui detta notifica sarà stata ricevuta dal Segretario Generale. Tuttavia, la Convenzione non si applicherà ai territori indicati nella notifica prima che essa sia entrata in vigore per lo Stato interessato.

2. — Ogni Stato che abbia, in applicazione del paragrafo 1 del presente Articolo, notificato l'estensione della presente Convenzione ad un territorio delle cui relazioni internazionali sia responsabile o assuma la responsabilità, potrà notificare al Segretario Generale del Consiglio, in base alle disposizioni dell'Articolo 21 della presente Convenzione, che detto territorio cesserà di applicare la Convenzione.

## ARTICOLO 24.

Non sarà ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.



## ARTICOLO 25.

Il Segretario Generale del Consiglio notificherà a tutte le Parti Contraenti, agli altri Stati firmatari, al Segretario Generale delle Nazioni Unite e al Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura (UNESCO):

(a) le firme, le ratifiche e le adesioni di cui all'Articolo 19 della presente Convenzione;

(b) la data di entrata in vigore, in base all'Articolo 20, della presente Convenzione;

(c) le denunce ricevute in base all'Articolo 21;

(d) gli emendamenti ritenuti accettati in base all'Articolo 22 e la data della loro entrata in vigore;

(e) le notifiche ricevute in base all'Articolo 23.

## ARTICOLO 26.

Ai sensi dell'Articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite a richiesta del Segretario Generale del Consiglio.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Bruxelles, l'11 Giugno 1968, nelle lingue francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso il Segretario Generale del Consiglio, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati citati al paragrafo 1 dell'Articolo 19 della presente Convenzione.

*Per l'Afghanistan:*

*Per l'Africa del sud:*

*Per l'Albania:*

*Per l'Algeria:*

*Per la Germania (Rep. Fed.):*

*Per l'Arabia Saudita:*

*Per l'Argentina:*

*Per l'Australia:*

*Per l'Austria:*

*Per il Barbados:*

*Per il Belgio:*

*Per la Bielorussia:*

*Per la Birmania:*

*Per la Bolivia:*

*Per il Botswana:*

*Per il Brasile:*

*Per la Bulgaria:*

*Per il Burundì:*

*Per il Cambogia:*

*Per il Camerun:*

*Per il Canada:*

*Per il Ceylon:*

*Per il Cile:*

*Per la Cina (Rep.):*

*Per Cipro:*

*Per la Colombia:*

*Per il Congo (Brazzaville):*

*Per il Congo (Kinshasa):*

*Per la Corea:*

*Per il Costa-Rica:*

*Per la Costa d'Avorio:*

*Per Cuba:*

*Per il Dahomey:*

*Per la Danimarca:*

*Per l'Equatore:*

*Per la Spagna:*

*Per gli Stati Uniti d'America:*

*Per l'Etiopia:*

*Per la Finlandia:*

*Per la Francia:*

*Per il Gabon:*

*Per la Gambia:*

*Per il Ghana:*

*Per la Grecia:*

*Per il Guatemala:*

*Per la Guinea:*

*Per la Guyana:*

*Per Haiti:*

*Per l'Alto Volta:*

*Per l'Honduras:*

*Per l'Ungheria:*

*Per l'India:*

*Per l'Indonesia:*

*Per l'Iran:*

*Per l'Irak:*

*Per l'Irlanda:*

*Per l'Islanda:*

*Per Israele:*

*Per l'Italia:*

*Per la Giamaica:*

*Per il Giappone:*

*Per la Giordania:*

*Per il Kenya:*

*Per il Kuwait:*

*Per il Laos:*

*Per il Lesotho:*

*Per il Libano:*

*Per la Liberia:*

*Per la Libia:*

*Per il Lussemburgo:*

*Per il Madagascar:*

*Per la Malaysia:*

*Per il Malawi:*

*Per il Mali:*

*Per Malta:*

*Per il Marocco:*

*Per la Mauritania:*

*Per il Messico:*

*Per la Mongolia:*

*Per il Nepal:*

*Per il Nicaragua:*

*Per il Niger:*

*Per la Nigeria:*

*Per la Norvegia:*

*Per la Nuova Zelanda:*

*Per l'Uganda:*

*Per il Pakistan:*

*Per il Panama:*

*Per il Paraguay:*

*Per i Paesi Bassi:*

*Per il Perù:*

*Per le Filippine:*

*Per la Polonia:*

*Per il Portogallo:*

*Per la Repubblica Araba Siriana:*

*Per la Repubblica Araba Unita:*

*Per la Repubblica Centrafricana:*

*Per la Repubblica Dominicana:*

*Per la Romania:*

*Per il Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord:*

*Per il Ruanda:*

*Per El Salvador:*

*Per il Senegal:*

*Per il Sierra Leone:*

*Per Singapore:*

*Per la Somalia:*

*Per il Sudan:*

*Per la Svezia:*

*Per la Svizzera:*

*Per la Tanzania:*

*Per il Ciad:*

*Per la Cecoslovacchia:*

*Per la Thailandia:*

*Per Togo:*

*Per la Trinidad e Tobago:*

*Per la Tunisia:*

*Per la Turchia:*

*Per l'Ucraina:*

*Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:*

*Per l'Uruguay:*

*Per il Venezuela:*

*Per il Viet-Nam:*

*Per lo Yemen:*

*Per lo Yemen del Sud:*

*Per la Jugoslavia:*

*Per la Zambia:*